

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1918-1919.

Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire
sur les bénéfices de guerre ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. WAUVERMANS.

MESSIEURS,

Une législation sur les « bénéfices de guerre » est réclamée par l'opinion publique dans un élan de justice et de moralité irrésistibles.

Dès les premiers mois de guerre, tous les pays belligérants et la plupart des pays neutres ont introduit dans leur législation des dispositions ayant pour objet d'opérer, au profit du Trésor, des prélèvements sur les « bénéfices de guerre ».

Si l'on peut classer sous cette rubrique générale les diverses lois promulguées à cette occasion, on doit cependant constater qu'elles s'écartent considérablement les unes des autres, tant au point de vue des motifs qui les ont inspirées et des bases économiques sur lesquelles elles sont assises que de la catégorie de personnes qu'elles sont destinées à atteindre.

L'intitulé de presque toutes pourrait être différent :

Impôts sur l'accroissement ou le maintien des revenus pendant la guerre.
(Législations autrichiennes et sur les sociétés en Allemagne.)

Impôts sur les augmentations de revenus ou de bénéfices qui sont une

(1) Projet de loi, n° 32.

(2) La Commission était composée de MM. POULLET, *président*, DELPORTE, FIEULLIEN, HOUTART, NEUJEAN, SOUPLIT, VANDEWALLE et WAUVERMANS.

conséquence directe ou indirecte de la situation créée par la guerre. (Système adopté aux Pays-Bas.)

Impôts sur l'augmentation de revenus ou bénéfices provenant de la guerre. (Législation des pays scandinaves.)

Taxes sur les bénéfices provenant de certaines opérations commerciales pendant la guerre. (France.)

Taxes sur les bénéfices provenant d'opérations ayant trait à la guerre. (Italie.)

Tous ces systèmes visent la richesse en formation.

Le système allemand, appliqué aux particuliers, a ceci de particulier qu'il frappe la fortune acquise et, partant du principe que non seulement la guerre ne peut pas être considérée comme une source d'enrichissement, mais comme une cause de pertes, atteint ceux dont la fortune n'a pas augmenté, et ceux dont elle n'a pas diminué dans certaines limites.

Le point de vue fiscal paraît avoir préoccupé principalement, sinon exclusivement, les rédacteurs des lois votées jusqu'ici sur cette matière. Cherchant à procurer un accroissement de ressources au Trésor, ceux qui avaient la responsabilité des finances publiques, devaient nécessairement s'adresser aux contribuables qui se trouvaient le mieux placés pour répondre à leurs appels.

Là où les revenus anciens, les fortunes d'avant la guerre s'étaient amoindries ou avaient disparu, il était naturel d'atteindre ceux qui avaient vu s'accroître leurs revenus ou leurs fortunes pendant la guerre.

Il est apparu comme étant de la plus élémentaire raison que ceux qui se trouvaient dans la situation privilégiée de citoyens nantis, par le fait même de la guerre, d'un bénéfice supérieur à celui qu'ils réalisaient en temps ordinaire, contribuent dans une large mesure aux dépenses de la guerre.

Ces considérations justifiaient, au point de l'opportunité budgétaire, la légitimité d'un impôt annuel sur les bénéfices imprévus et considérables. Elles expliquent l'assujettissement à l'impôt de tous ceux qui ont réalisé des bénéfices au cours de cette douloureuse période, sans qu'il faille opérer aucune distinction dans l'origine ou la légitimité des bénéfices atteints.

S'il n'existait que cet argument, on pourrait peut-être se demander dans quelles conditions et dans quelle mesure une législation inspirée de ces mêmes principes et éclairée des expériences poursuivies à l'étranger serait susceptible d'être appliquée en Belgique après la période de guerre?

La mesure ne peut consister qu'en l'application d'une taxe à perception unique.

Il ne faut pas se dissimuler qu'à raison de ce fait que la loi n'aura pu trouver son application au fur et à mesure de la perception des profits qu'elle doit atteindre, à raison des difficultés de constatation, de contrôle et de perception, les résultats financiers ne seront pas ceux que l'on aurait été en

droit d'attendre de cette mesure, si elle avait été appliquée au fur et à mesure des opérations pratiquées.

Les spéculateurs sans scrupules, ceux qu'il importerait surtout d'atteindre, ne se seront pas fait faute déjà de consacrer toute leur ingéniosité à mettre en lieu sur le produit de leurs entreprises, de préparer leur évasion fiscale.

Mais il est impossible de s'arrêter à cette considération. Elle ne peut avoir d'autre portée que d'inciter le législateur à armer davantage l'administration et à se montrer rigoureux.

Il serait souverainement odieux que la guerre — source de souffrances et de ruines — pût être l'occasion de gains et d'enrichissements pour quelques-uns à qui l'on n'en pourrait demander compte.

L'opinion publique — et ici elle est l'expression de la morale et de l'honnêteté publiques — réclame cette satisfaction de justice contre ceux qui sont restés étrangers au magnifique élan de solidarité de la Nation dans les privations et les deuils; qui ont été agités par la seule passion du lucre, qui n'ont connu que la fièvre des spéculations, tandis que leurs concitoyens étaient consumés par celle du patriotisme et se dépensaient en actions désintéressées à l'allègement des souffrances.

Certains se sont bornés à ignorer la guerre. Ils ne se sont pas souciés si l'ennemi occupait ou non notre sol, si les autorisations sous l'empire desquelles ils commerçaient étaient de législation belge ou étrangère. D'autres — ceux qui ont réalisé les plus gros bénéfices — les ont obtenus dans des opérations traitées avec l'ennemi; ont été en contact journalier avec lui; ont dû en quelque sorte se constituer ses associés et ont été loin de desservir ses intérêts.

Nous n'avons pas à préjuger de la sanction que doit fournir la loi pénale contre ceux qui n'ont pas, dans leur soif de gain immodéré, hésité à mettre leur main dans celle de l'oppresseur.

Nous devons nous borner à consigner, en ce qui les concerne, la volonté énergique, unanime, de tous ceux qui, dans la Belgique occupée, ont subi le joug de l'oppresseur; qui ont vu et vécu les jours de privations et de misère du peuple et des classes moyennes; qui ont souffert du luxe insolent de certains enrichis. Notre patriotisme comprend mal les subtilités de procédure et où les exceptions, sous prétexte de cas particuliers et d'espèces en ces matières, il faut que justice prompte, complète intervienne, sans compromissions ou coupables indulgences.

Mais il est des cas que la loi pénale ne peut atteindre, et il semble bien que l'opinion ne pourrait se contenter de la flétrissure de ceux qui se trouvent pénalement compromis. Elle exige à côté des sanctions pénales non des mesures de flétrissure, mais des réparations économiques et sociales — dominant même les considérations d'ordre purement fiscal.

Une législation sur les bénéfices de guerre devrait fournir ce résultat de rétablir l'équilibre rompu dans la répartition des biens, de faire restituer aux

uns ce qu'ils ont gagné de façon anormale pour le répartir aux autres qui ont été appauvris ou dépouillés.

Ouvre évidemment impossible à réaliser, mais conception qui justifie une législation sur les bénéfices de guerre comme complément d'une loi sur la réparation des dommages de guerre et qui tendra à réclamer à ces bénéficiaires une partie des ressources que les indemnités de guerre ne pourraient assurer, pour venir en aide aux victimes de la guerre.

Une des bases du droit social consiste dans la solidarité de tous les membres de la Nation devant les charges ou les sacrifices que le hasard a réparti arbitrairement entre certains d'entre eux. L'égalité est rompue, si les victimes d'une armée d'occupation ou d'invasion, qui ont eu à supporter toute l'horreur de la guerre, ne peuvent demander à ceux qui ont été épargnés ou qui ont moins souffert, de supporter une part proportionnelle des préjudices matériels qu'elles ont subis.

C'est ce principe de l'égalité nécessaire des sacrifices qui forme la base nouvelle du droit à réparation par l'État des dommages de guerre et qui a amené l'inscription en tête de la loi française de la déclaration : « La République proclame l'égalité et la solidarité de tous les Français devant les charges de la guerre ».

S'il est conforme à la justice de répartir entre tous les citoyens la somme des dommages et des pertes, d'empêcher que l'un d'entre eux ne soit injustement appauvri, appauvri au delà de sa part de risques sociaux, combien n'apparaîtrait-il pas comme souverainement odieux que la guerre — source de pertes et de dommages — pût être une occasion de gains et d'enrichissements pour quelques-uns.

Peu importe à cet égard qu'ils se soient enrichis par des actes prémédités d'accapareurs, par des spéculations louches et illicites, ou qu'ils puissent invoquer qu'ils ont laissé venir à eux la fortune ; qu'ils ont été incapables de résister au flot des acheteurs qui se disputaient à coups d'enchères — mais sous l'empire de la faim et du besoin — leurs marchandises.

Les actes posés ne doivent pas être nécessairement considérés comme illicites.

La loi s'impose au point de vue moral, social et économique en vue de frapper d'une contribution spéciale et exceptionnelle au profit de la masse les profits et bénéfices qui, à raison des circonstances dans lesquelles ils ont été réalisés, peuvent être — à tout le moins — qualifiés de spéciaux, exceptionnels et anormaux.

Ce sera une loi d'égalité devant les charges communes.

Elle aura tout au moins pour conséquence d'obliger les commerçants réguliers ou irréguliers, comme les « enrichis involontaires », d'avoir consacré une partie de leurs profits au fin d'allègement des charges publiques, puisqu'il est impossible de soumettre à des régimes différents les diverses catégories de ceux que la guerre n'a pas appauvris.

La loi sera une loi de contribution, de restitution, de réparation.

EXAMEN DES ARTICLES.

Des bénéfices sujets à taxation.

L'article 3 du projet de loi indique quels sont les assujettis à la taxe spéciale. Ce sont :

1° Tous les patentables sans exception. L'arrêté du 18 mai 1916 avait rangé dans le tableau n° 3, annexé à la loi du 21 mai 1819, et assujetti au droit de patente, les cultivateurs, maraîchers, horticulteurs, pépiniéristes, viticulteurs, éleveurs et tous autres exploitants agricoles. La loi transitoire de finances du 28 décembre 1919 a maintenu cette astreinte à la patente. Il est à signaler que ce droit de patente vise tous ceux qui retirent un bénéfice *professionnel* d'une exploitation se rattachant à l'agriculture. Si les instructions administratives admettent l'exemption en faveur de ceux qui cultivent *exclusivement* pour la subsistance de leur famille, des terres et jardins ayant une valeur locative annuelle supérieure à 50 francs, l'imposition doit être établie si cette exploitation cesse à un moment quelconque, au cours de l'année d'être exclusive, et la taxe doit être établie sur la valeur locative totale.

Sont de même assujettis à la patente les particuliers possédant des serres dont ils *vendent* les fleurs, les fruits ou les légumes ; les propriétaires qui vendent régulièrement les foins ou les regains de leurs prairies ; les propriétaires vendant régulièrement les arbres, taillis ou futaies provenant de leurs exploitations forestières.

2° Les redevables de la taxe sur les revenus et profits réels, établie par la loi du 1^{er} septembre 1913.

La taxe spéciale atteint donc toutes les opérations qui étaient susceptibles de fournir matière à l'établissement d'une cotisation en vertu des dispositions précisées.

L'article 2 est indicatif. Il n'exige pas que les personnes visées aient été patentées ou taxées : il suffit qu'elles auraient pu l'être par application de ces dispositions.

D'autre part, ces patentables et redevables ne peuvent être atteints que dans les limites des opérations rentrant dans le cadre de ces dispositions : la taxe n'est pas personnelle, mais réelle.

3° Le projet de loi atteint encore, et c'est ici que la matière était plus délicate, les trafiquants et les spéculateurs occasionnels, qui échappent aux termes stricts de la loi sur les patentes et de celle sur les revenus et profits réels.

Il vise tous ceux qui se sont livrés au cours de la guerre à une ou à des opérations de nature industrielle, commerciale, financière, agricole, immobi-

lière, soit personnellement ou par mandataire, soit à titre d'associés ou de participants. Cet article n'exige nullement que ces personnes aient agi à titre permanent. Il n'emploie pas le terme « habituellement » dont se sert le Code de commerce dans la déposition des commerçants. Le seul fait de s'être livré à des opérations lucratives quelconques, même à titre accidentel, suffit pour être imposé.

La loi ne recherche pas toutes les personnes qui, pendant la guerre, ont poursuivi des bénéfices — et presque toujours les ont réalisés au préjudice de la population. Ce sont celles qui ont exercé leur activité en vue d'obtenir des gains, ont acheté ou produit dans le but de vendre avec bénéfices, qui se sont « livrées à des opérations qui leur furent lucratives » par opposition à celles qui ont pu indirectement, et sans y avoir d'aucune façon participé, voir s'accroître certains éléments de leur patrimoine à raison des circonstances créées par la guerre — la hausse du change, de l'inflation monétaire, de la difficulté des transports et des échanges, etc. Les bénéfices dans le premier cas résultent d'une situation active, dans le second d'une situation passive : le particulier qui a vendu ses titres ou encaissé ses coupons ne s'est pas livré à des opérations financières.

Il paraît impossible d'atteindre le capitaliste qui a réalisé des gains sur certains titres et en possède peut-être d'autres dépréciés ; on peut dresser la liste des spéculateurs et des trafiquants, mais non celle des fortunes individuelles du pays avant et après la guerre.

Les bénéfices qui avaient été réalisés sans aucune intervention du bénéficiaire ne sont d'ailleurs pas ceux qui froissent l'opinion publique et crient vengeance. Si la guerre a permis à quelques rares personnes de voir augmenter leurs fortunes sans aucune intervention de leur part, si cette augmentation de richesse n'a pas été compensée par des pertes subies, le fisc aura sans doute à demander ultérieurement une plus ample contribution à celles-ci par voie de prélèvement sur leurs revenus ou leurs successions.

Les considérations qui précèdent sembleraient devoir écarter le bénéfice provenant de la réalisation de terrains ou de bois : celui-ci paraîtrait devoir rentrer dans la matière des taxes spéciales de plus-value.

Mais pourquoi différerait-t-on cette perception, alors surtout que l'on peut invoquer, pour justifier cette taxation, le prix exorbitant et anormal obtenu dans ces ventes et le fait qu'il a pour une des raisons principales les bénéfices réalisés par les agriculteurs et qui sont ainsi passés souvent entre les mains des propriétaires fonciers.

D'autre part, les ventes de bois ont appauvri la richesse boisée du pays et il n'est que juste de réclamer aux vendeurs bénéficiaires une contribution à l'œuvre de reconstitution de notre patrimoine.

Le fait que la loi atteint seulement les ventes réalisées avant le 31 décembre 1918, n'est d'ailleurs pas de nature à impliquer la renonciation au droit d'établir une taxe identique par des dispositions nouvelles générales et permanentes si les plus-values immobilières se maintiennent dans l'avenir.

*
* *

Le projet ne soumet à l'impôt que les contribuables qui se sont livrés aux opérations énumérées, et seulement pour celles-ci. Il n'atteint que les personnes qui ont réalisé des bénéfices dépassant 20,000 francs pour l'ensemble de la période de guerre, soit environ 5,000 francs par an. Seules celles-ci seront astreintes à la déclaration. Ainsi, le fisc ne sera pas débordé par des déclarations de contribuables dont la taxation ne se justifierait pas : un bénéfice supplémentaire de 5,000 francs par an n'a rien d'anormal ou d'extraordinaire.

La loi ne les impose que pour la partie des bénéfices qui peut être considérée comme étant due aux circonstances créées par la guerre, pour ce qui dépasse de façon anormale les gains normaux réalisés par le contribuable avant la guerre.

L'article 3 indique le mode de calculer les bénéfices de la période de base.

La loi repose sur le principe des déclarations contrôlées : déclaration des bénéfices pendant la période antérieure à la guerre, déclaration des bénéfices pendant la période de guerre et sur la comparaison des deux périodes.

Une difficulté ne peut exister en ce qui concerne la première déclaration que dans le cas où l'assujéti n'était point commerçant ou industriel pendant cette période et s'est livré entre le 1^{er} juillet 1914 et le 30 décembre 1918 à une ou à des opérations versées par l'article 2, 1^o, 2^o et 3^o (ventes de bois et immeubles exceptées).

Ce bénéfice antérieur pourra, s'il s'agit d'un commerce ou d'une industrie régulière, être établi par analogie avec d'autres contribuables qui se livraient avant la guerre à ces opérations, et possèdent une comptabilité régulière. Elle pourra se faire d'après des bases objectives, telles que le chiffre d'affaires, le capital investi (voir art. 7).

Ce sera dans l'intérêt du contribuable de fournir tous les éléments susceptibles d'établir son bénéfice; à défaut de ceux-ci, le fisc considérera celui-ci comme égal à zéro ou le fixera à un chiffre très bas.

Si le patentable ne fournit pas cette preuve, le projet de loi admettait que le capital engagé devait normalement avoir produit un bénéfice annuel de 6 % avant la guerre et que les bénéfices alors réalisés s'élevaient à un minimum de 10,000 francs pour la période de base.

Cette présomption légale de l'article 3, § 5, serait basée sur ce que même les industries, qui subissaient des pertes ou étaient à la veille de la faillite, devraient cependant être considérées comme devant normalement retirer 6 % du capital investi.

Cette disposition a paru inacceptable. Elle serait de nature à favoriser les sociétés dont le capital est exagéré, et celles qui n'ont retrouvé leur vitalité qu'à la faveur de la guerre : or il serait impossible de trouver un bénéfice de guerre davantage caractérisé que celui d'une industrie trouvant dans la guerre le salut. Nulle mieux qu'elle n'est qualifiée pour voir attribuer au fisc une large part de ses profits inespérés, de sa résurrection.

D'autre part, il est impossible d'admettre, en thèse générale, que tout capital investi dans une entreprise en Belgique devait rapporter avant 1914 un bénéfice net de 6 % au moins. Ce fait va à l'encontre des statistiques, et, au surplus, une telle présomption ne pourrait être admise à l'encontre de mentions contraires de bilans ou de preuve à fournir par le fisc. On ne peut donc admettre une telle présomption que dans des cas spéciaux et particuliers, sous réserves, et c'est seulement dans ces termes qu'elle peut être l'objet d'une disposition à insérer dans l'article 7.

*
* *

Les articles 4 et suivants contiennent une série de prescriptions ayant pour but d'empêcher le contribuable de réduire son bénéfice par des procédés détournés, notamment à l'aide d'artifices de comptabilité.

Il est logique que l'industriel ou le commerçant ne soient pas imposés pour la partie du revenu qui a une autre origine que l'exercice de son industrie ou de son commerce. Cette règle ne peut pas s'appliquer aux sociétés commerciales. En effet, leurs bénéfices sont tous de nature essentiellement commerciales, et l'on ne peut, en thèse générale, y admettre des distinctions. Toutefois l'article 16 de la loi pourra être invoqué par celles-ci, et permettra d'atténuer la disposition dans ce qu'elle pourrait avoir d'exorbitant.

Qu'il s'agisse de sociétés ou de particuliers, il faut en revenir aux règles et à la jurisprudence adoptées antérieurement à la loi du 1^{er} septembre 1913 pour le calcul des bénéfices: alors que la taxe est spéciale et unique. Le fisc ne peut tenir compte d'une partie réservée des bénéfices, qui doit lui fournir matière à imposition là où l'impôt est permanent.

L'élément à dégager est celui du bénéfice réel et effectif. La loi reposant sur un principe différent, notamment de celui du 1^{er} septembre 1913 le fisc doit être autorisé à réviser les évaluations dont il pourrait se contenter dans l'application de celle-ci et qui auraient déjà été admises dans des bilans acceptés par lui.

L'article 9 leur réserve ce droit.

Pour le surplus, il est à observer que l'administration a déjà eu l'occasion de tracer dans une série d'instructions les principes que l'article 4 consacre: c'est ainsi qu'elle a défini que les dépenses professionnelles comprennent ordinairement les éléments indiqués ci-après:

1° Coût d'acquisition des marchandises vendues ou des matières premières utilisées pour la fabrication de ces marchandises, selon que le patentable est marchand ou fabricant;

2° Intérêts des capitaux empruntés à des tiers et engagés dans l'exploitation;

3° Loyer des immeubles ou des parties d'immeubles affectés à l'entre-

prise, à l'exclusion des locaux servant à l'habitation du patentable (si celui-ci est propriétaire de ces immeubles, leur valeur locative présumée doit aussi être considérée comme dépense professionnelle, car l'intéressé est soumis à la contribution foncière du chef de ce revenu);

4° Traitements, salaires, remises, gratifications et rétributions quelconques payés aux employés, ouvriers ou auxiliaires, en y ajoutant, le cas échéant, la valeur du logement et de la nourriture qui leur sont fournis comme supplément de rémunération ;

5° Frais généraux, y compris le droit de patente et les taxes industrielles ou commerciales (les impositions *foncières* ne doivent être considérées comme frais généraux que si elles incombent au locataire ; le propriétaire exploitant ne peut donc les porter en compte, pas plus que les frais d'entretien, d'assurance et d'amortissement de ces immeubles, ces charges étant déduites pour l'évaluation du revenu cadastral, conformément aux articles 82 et 87 de la loi du 3 frimaire an VII) ;

6° Frais d'entretien et amortissement du matériel et des objets mobiliers servant à l'exploitation ;

7° Frais d'assurance contre risques divers (incendie des marchandises et du mobilier, accidents de travail, incendie des récoltes, grêle, mortalité du bétail, etc.).

Par contre il faut entendre comme « dépenses ayant un caractère personnel et non susceptibles de venir en déduction des bénéfices imposables », les dépenses relatives à l'entretien du patentable et de son ménage, notamment les frais d'instruction et d'éducation des enfants, les impositions foncières et personnelles de l'intéressé et, en général, toutes les dépenses quelconques qui ne sont pas nécessitées par l'exploitation proprement dite. Ainsi un cultivateur qui consomme une partie de son blé ou d'autres produits de ses cultures, devrait faire figurer cette consommation parmi ses bénéfices.

De même la rémunération du travail du patentable ne peut être portée en frais généraux, non plus qu'un intérêt sur le capital qu'il a engagé dans ses affaires : ce capital, ce travail est un des éléments rémunérés par les bénéfices produits.

En ce qui concerne les sociétés par actions, la loi non seulement confirme le caractère de bénéfices attribués aux éléments passibles de la taxe sur les revenus et profits réels, aux réserves et fonds de prévision, mais tend à déjouer les fraudes et dissimulations susceptibles d'être exercées par le jeu des amortissements avant bilan, des amortissements exagérés, des fonds de prévision ne répondant pas à des réalités acquises ou démontrées des réserves occultes.

Toute dépréciation, tout amortissement devra répondre à une réalité et avoir une cause survenue pendant les années de guerre.

On ne pourrait admettre l'amortissement de valeurs figurant pour un montant exagéré aux précédents bilans.

*
* *

L'article 11 propose de décider que les bénéfices réalisés à l'étranger sont imposables au même titre que ceux réalisés dans le pays. Ce n'est là que l'application du principe admis en matière de taxe sur les profits des sociétés anonymes ayant des sièges à l'étranger. Mais cette taxation suppose un siège, un domicile en Belgique, où est conclue l'opération fournissant matière à la taxe et dont la réalisation à l'étranger n'est que l'aboutissement. L'opération est partiellement réalisée sur notre territoire.

Mais il en est autrement lorsqu'elle s'accomplit toute entière à l'étranger. Le principe de la territorialité de l'impôt s'oppose à ce qu'elle soit atteinte : l'État n'intervient en rien pour protéger celui qui la conçoit ou qui la réalise. On ne peut taxer une opération à raison de la nationalité de son auteur, de son ancienne ou de sa future résidence. Taxer ceux qui ont posé des actes d'industrie et de commerce à l'étranger — et qui ont peut-être ainsi rendu de notables services à nos armées ou à nos compatriotes exilés — serait une tâche aussi impolitique qu'injuste et impossible à réaliser : ces opérations ont, pour la plupart, déjà été taxées et à un taux souvent fort élevé. Elles le seraient une seconde fois. Comment d'ailleurs contrôler les déclarations qui seraient fournies au sujet de ces opérations. Comment en établir la consistance. Convient-il, au surplus, d'écarter le retour au pays de ceux qui y résidaient par la menace de taxes.

Votre Commission a donc estimé qu'il y avait lieu de supprimer l'alinéa 2 de l'article 11.

Au contraire, il est légitime de déduire de la taxe elle-même les sommes qui auraient déjà été perçues à l'étranger, à charge d'opérations traitées de Belgique, ou dans une succursale de société belge ; et de réduire le taux de la taxe elle-même sur le solde bénéficiaire réalisé à l'étranger (art. 12, alinéa final) sous l'empire de considérations identiques à celles qui inspirent le présent projet. La question s'est posée de savoir s'il n'y avait pas lieu d'appliquer la même mesure aux taxes qui, dans l'une ou l'autre commune, auraient été frappées sur les bénéfices de guerre. La Commission n'a pas cru devoir étendre la disposition de l'article 13. Ces taxes figureront dans les frais généraux en déduction des bénéfices bruts au même titre que les impôts fonciers, personnels, etc.

De la déclaration et de la taxation.

Il ne pouvait suffire de proclamer dans la loi le principe de la taxe sur les bénéfices de guerre : il faut en assurer le recouvrement intégral ; fournir à cet égard au fisc tous les moyens dont nous sommes à même de disposer pour combattre les dissimulations et les fraudes.

Mieux voudrait renoncer à la loi que de consentir à ce qu'elle demeure lettre morte, « loi de façade ». L'opinion publique exige des actes et des résultats.

Il serait donc impossible de s'arrêter aux critiques de ceux qui qualifieraient l'une ou l'autre des dispositions proposées d'« inquisitoriale » ou de « vexatoire ». Outre que le reproche n'apparaîtrait certes pas comme fondé en fait, encore faudrait-il reconnaître que la loi actuelle est une loi d'exception et de circonstance, et qu'il n'est point question d'en faire la matière d'un précédent ou d'une expérience en matière fiscale.

La loi exige une déclaration de l'assujetti dans les deux mois de la promulgation. Cette déclaration doit être spontanée. Elle suppose un « examen de conscience » de la part de chacun de ceux qui se sont livrés à des opérations lucratives, ont exercé un commerce, un métier, une profession, des fonctions d'administrateur, etc., pendant la période de guerre. Si le total des bénéfices cumulés de ces années fournit un solde bénéficiaire de plus de 20,000 francs au total, ils devront souscrire une déclaration. Sinon non.

Mais il se peut que l'assujetti, soit par insouciance, négligence, soit par fraude, espérant échapper à la loi, omette cette déclaration.

Le fisc pourra le requérir de la fournir. Elle sera le plus souvent négative. En tous cas, le fisc en vérifiera la sincérité.

A ces fins la déclaration de bénéfices devra être accompagnée des renseignements justificatifs et des bilans. En présence d'une déclaration de carence, le fisc pourra également exiger tous renseignements de nature à l'éclairer (art. 17 et 18).

Le défaut volontaire ou frauduleux de déclaration entraîne la taxation d'office et l'application du double droit : c'est là une aggravation du montant de la taxe et non une amende dont il serait au pouvoir du Roi de relever le contribuable en défaut de s'être conformé à la loi.

Il était, sans doute, avantageux de conserver de la législation en vigueur toutes les règles et instructions qui régissent, actuellement la matière des patentes : l'article 31 consacre l'application de cette règle.

Des plaintes nombreuses se sont élevées à charge des répartiteurs de patente. La loi a instauré un organisme nouveau dans chaque contrôle des contributions : ce dernier terme comprend un certain nombre de communes dont les receveurs des contributions sont dirigés et contrôlés par un contrôleur. Cette Commission de contrôle est investie de pouvoirs plus étendus que ceux des répartiteurs : non seulement elle peut demander au contribuable tous les renseignements nécessaires, mais peut notamment convoquer et entendre des témoins. Étant donné le caractère spécial que revêtaient pendant la guerre certaines opérations, nombre de ceux que doit atteindre la taxe prétendront ne pas s'y être livrés, tandis que la notoriété publique affirmera la hauteur de leurs bénéfices. Ou bien encore ils diminueront l'importance de ceux-ci. Dans de tels cas l'administration ne peut aboutir dans sa tâche que si elle peut convoquer des témoins, employés, clients, fournisseurs et autres personnes avec lesquelles l'assujettissable était en rapport, et leur imposer l'obligation de déposer sur tous les actes et faits dont la constatation se rattache à l'application de la loi.

La preuve contraire est évidemment réservée au contribuable recherché, et l'enquête doit être contradictoire.

La preuve peut aussi résulter de présomptions que la loi énumère. Il s'agit de faits révélant que le contribuable a eu à sa disposition des capitaux dont l'origine ne peut vraisemblablement s'expliquer que par des bénéfices réalisés pendant la guerre. Autre est la situation d'un notaire ou d'un agent de change, présentant à raison des relations qu'il doit avoir avec ses clients, des sommes en dépôt ou à l'échange, et celle d'un modeste trafiquant avant la guerre, ou d'un cultivateur, se livrant à une opération de semblable importance. Le fait entraîne présomption, présomption non légale mais humaine, que l'on examinera dans l'ensemble des circonstances de la cause.

L'enquête terminée, la décision de la Commission n'est pas obligatoire : le contribuable comme le contrôleur conservent le droit de réclamer auprès du directeur général. Le contribuable peut former recours devant la Cour d'appel.

La loi tend aussi à sauvegarder les intérêts du fisc pour le recouvrement des sommes lui dues par des mesures conservatoires.

Ces dispositions s'imposent, car la nature même de certaines opérations traitées et la façon dont elle ont été pratiquées est de nature à démontrer que nombre des futurs assujettis sont susceptibles de placer leur soif de lucre au-dessus d'un sentiment bien profond d'attachement au sol natal. Il appartiendra à l'administration d'user de ces mesures conservatoires dans de larges mesures. Elle aura à assurer par les communications nécessaires et immédiates aux conservateurs des hypothèques, les effets de l'hypothèque occulte résultant de l'article 27, sans qu'il puisse en résulter un danger pour les acquéreurs.

*
* *

La loi continuera à exercer des effets au delà de l'année 1919 : elle prévoit un terme de cinq années pendant lesquelles les investigations et les poursuites pourront s'exercer ; nombre de bénéfices de guerre qui parviendront à se dissimuler aujourd'hui apparaîtront demain. Les « nouveaux riches » ne pourront se résoudre à attendre si longtemps pour jouir de leur fortune. Il importe de fixer un terme relativement long pendant lequel ces bénéfices ne pourront échapper à l'action du fisc.

Votre Commission a été unanime pour proposer l'adoption du projet de loi qui vous est soumis, en y apportant les quelques amendements dont les motifs sont exposés dans le rapport que nous avons l'honneur de vous soumettre.

Le Rapporteur,
P. WAUWERMANS.

Le Président,
P. POULLET.

AMENDEMENTS PROPOSÉS

PAR

LA COMMISSION ⁽¹⁾.

Intitulé :

PROJET DE LOI ÉTABLISSANT *UNE*
TAXE SPÉCIALE ET EXTRAORDI-
NAIRE SUR LES BÉNÉFICES DE
GUERRE.

ARTICLE PREMIER.

Il est établi, à charge des personnes désignées ci-après, une *taxe spéciale* et extraordinaire sur les bénéfices de guerre, tels qu'ils sont définis par la présente loi.

ART. 2.

Pour autant que leurs bénéfices de guerre dépassent 20,000 francs, sont assujettis à la *taxe spéciale* :

1° Les patentables en général, y compris les divers exploitants agricoles;

2° Les redevables de la taxe sur les revenus et profits réels;

3° Toutes autres personnes, physiques ou morales, qui se sont livrées, au cours de la *période de guerre*, soit personnellement ou par mandataire, soit à titre d'associés ou de participants, à une ou plusieurs opérations lucratives quelconques;

4° *Ceux qui ont réalisé des immeubles ou des bois pendant la même période.*

(1) Les modifications proposées sont imprimées en *italique*.

AMENDEMENTEN

DOOR

DE COMMISSIE VOORGESTELD ⁽¹⁾.

Titel :

ONTWERP VAN WET TOT INVOERING
 VAN EENE BIJZONDERE EN BUITEN-
 GEWONE *TAXE* OP DE OORLOGS-
 WINSTEN.

EERSTE ARTIKEL.

Ten laste van de hierna aangewezen personen wordt ingevoerd eene bijzondere en buitengewone *taxe* op de oorlogswinsten, zooals zij bij deze wet worden omschreven.

ART. 2.

Voor zoover hunne oorlogswinsten 20,000 frank overschrijden, worden aan de bijzondere *taxe* onderworpen :

1° De patentplichtigen in 't algemeen, met inbegrip van de verschillende landbouwexploitanten;

2° Zij, die de *taxe* op de werkelijke inkomsten en winsten verschuldigd zijn;

3° Alle andere personen, natuurlijke of zedelijke, die gedurende *het oorlogstijdvak*, hetzij persoonlijk of door zaakgelastigde, hetzij als vennoten of als deelhebbers, eene of meer winstgevende handelingen hebben verricht.

4° Zij, die gedurende *hetzelfde tijdvak* onroerende goederen of bosschen hebben verkocht.

(1) De voorgestelde wijzigingen zijn *cursief* gedrukt.

Sont exemptées de l'impôt spécial, les sociétés constituées, à l'intervention des pouvoirs publics, dans un but d'utilité générale.

ART. 3.

§ 5. — Supprimer ce paragraphe.

ART. 7.

§ 1^{er}. — A défaut de documents probants, les bénéfices de guerre et les bénéfices antérieurs sont déterminés, pour chaque assujetti, eu égard aux bénéfices normaux de redevables similaires et en tenant compte, éventuellement, du capital investi, ainsi que des autres renseignements recueillis et des présomptions établies par les agents de la cotisation.

En l'absence d'autres éléments et sous réserve de preuve contraire, les bénéfices antérieurs seront fixés à 6% du capital réellement investi.

§ 2. — Pour les exploitants agricoles, les bénéfices antérieurs à la période de guerre sont, à défaut de comptabilité régulière, fixés par année au montant de la valeur locative, réelle ou présumée, des immeubles exploités.

ART. 11.

Sont imposables les bénéfices réalisés tant en Belgique qu'à l'étranger ou dans la Colonie.

Supprimer le second paragraphe.

ART. 16.

Une remise de l'impôt à due concurrence sera accordée par le directeur des

Worden van de bijzondere belasting vrijgesteld de vennootschappen die, ten algemeenen nutte, door bemiddeling van de openbare overheid zijn opgericht.

ART. 3.

§ 5. — Dat lid te doen wegvallen.

ART. 7.

§ 1. — Bij ontstentenis van bewijskrachtige bescheiden, worden de oorlogswinsten en de vroegere winsten voor elken schatplichtige bepaald met inachtneming van de gewone winsten van soortgelijke belastingschuldigen en, bij voorkomend geval, gelet op het ingeveste kapitaal alsmede op de andere ingewonnen inlichtingen en op de vermoedens door de agenten van den aanslag vastgesteld.

Bij ontstentenis van andere gegevens en onder voorbehoud van tegenbewijs, worden de vroegere winsten bepaald op 6 t. h. van het werkelijk ingeveste kapitaal.

§ 2. — Voor de landbouwexploitanten worden de winsten van vóór het oorlogstijdvak, bij ontstentenis van regelmatige boekhouding, per jaar vastgesteld op het bedrag van de werkelijke of vermoedelijke huurwaarde der geëxploiteerde onroerende goederen.

ART. 11.

De winsten behaald zoowel in België als in het buitenland of in de Kolonie zijn belastbaar.

Het tweede lid te doen wegvallen.

ART. 16.

Kwijtschelding van de belasting tot op de behoorlijke som wordt, door den

contributions aux assujettis qui établiront, par leurs livres ou tous autres modes de preuve, que tout ou partie de leurs bénéfices sont sans relation directe ou indirecte avec la guerre, ou ont été réalisés sans augmentation des prix ou tarifs de la période antérieure.	bestuurder der belastingen verleend aan de schatplichtigen die door middel van hunne boeken of door alle andere bewijsmiddelen bewijzen, dat al hunne winsten of een deel daarvan rechtstreeksch noch onrechtstreeksch verband houden met den oorlog of behaald werden zonder vermeerdering der prijzen of tarieven van hêt vorig tijdvak.
--	--

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1918-1919.

Ontwerp van wet tot invoering van eene bijzondere en buitengewone belasting
op de oorlogswinsten ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

Onder den onweerstaanbaren drang van recht en zedelijkheid wordt door de openbare meening eene wet op de « oorlogswinsten » gevraagd.

Van de eerste maanden van den oorlog af, hebben al de oorlogvoerende en de meeste onzijdige landen in hunne wetgeving bepalingen opgenomen met het doel, ten bate van de Schatkist, lasten te heffen op de « oorlogswinsten ».

Zoo men de verscheidene wetten, te dier gelegenheid afgekondigd, onder die algemeene rubriek mag rangschikken, moet men nochtans opmerken dat zij merkkelijk verschillen zoowel wegens de redenen, waardoor ze werden ingegeven, en de economische grondslagen waarop ze steunen, als wegens de soort van personen welke zij moeten treffen.

De titel van nagenoeg al die wetten zou kunnen verschillend luiden :

Belastingen op het toenemen of het handhaven van de inkomsten gedurende den oorlog. (Oostenrijksche wetten en wet op de vennootschappen in Duitschland.)

(1) Wetsontwerp, nr 32.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer POULLET, bestond uit de heeren DELPORTE, FIEULLIEN, HOUTART, NEUJEAN, SOUPLIT, VANDEWALLE en WAUWERMANS.

Belastingen op de vermeerderingen van inkomsten of van winsten die een rechtstreeksch of onrechtstreeksch gevolg zijn van den oorlogstoestand. (Regeling in Nederland aangenomen.)

Belastingen op de vermeerdering van inkomsten of van winsten ten gevolge van den oorlog. (Wetgeving der Scandinavische landen.)

Heffingen op de winsten voortkomende van sommige handelsverrichtingen tijdens den oorlog. (Frankrijk.)

Heffingen op de winsten voortkomende van verrichtingen die tot den oorlog in betrekking staan. (Italië.)

Al die stelsels bedoelen den wordenden rijkdom.

De Duitsche regeling, toegepast op de private personen, heeft dit eigenaardige aan zich, dat zij het verworven vermogen treft en, uitgaande van het beginsel dat niet alleen de oorlog niet als eene bron van verrijking mag worden beschouwd, maar wel als eene oorzaak van verliezen, diegenen treft, wier vermogen niet is aangegroeid, en hen, wier vermogen niet in zekere mate verminderd is.

De opstellers der tot nog toe in deze aangenomen wetten schijnen zich hoofdzakelijk, zoo niet uitsluitend te hebben bekommerd om het fiscaal belang. Zij, die de verantwoordelijkheid van 's Lands financiën droegen, moesten zich natuurlijk wenden tot de belastingsschuldigen die het best in staat waren om hunnen oproep te beantwoorden.

Waar de vroegere inkomsten, de fortuinen van vóór den oorlog verminderd of verdwenen waren, was het natuurlijk diegenen te treffen, wier inkomsten of fortuinen gedurende den oorlog waren aangegroeid.

Men achtte het eenvoudig redelijk dat zij, die zich bevonden in den bevoorrechteten toestand van ingezetenen, ten gevolge van den oorlog zelf in het bezit van meer winsten dan in gewone tijden, tot het betalen van de oorlogskosten ruimschoots zouden bijdragen.

Met het oog op de begrooting staafden die beschouwingen de billijkheid van eene jaarlijksche belasting op de onvoorziene en aanzienlijke winsten. Zij leggen uit, waarom al wie gedurende dat betreurenswaardig tijdperk winsten maakte, belastingplichtig is, zonder eenig onderscheid wat betreft den oorsprong of de billijkheid der verworven winsten.

Die beweegreden alleen zou ons misschien veroorloven te vragen onder welke voorwaarden en in hoeverre eene wet, door diezelfde beginselen ingegeven en door de proefnemingen in den vreemde toegelicht, zou kunnen toegepast worden in België na het oorlogstijdperk?

De maatregel kan enkel bestaan in de toepassing van eene belasting, een enkele maal geïnd.

Doordien de wet niet kon toegepast worden naarmate de winsten, welke zij moet treffen, werden geïnd, doordien de vaststelling, de contrôle, de inning bezwaren opleverden, moet men zich niet ontveinzen dat de financiële uitkomsten niet zullen zijn wat men het recht had van dien maatregel

te verwachten indien men hem had toegepast naar gelang de verrichtingen plaats hadden.

De gewetenlooze speculanten, zij die men vooral zou moeten treffen, zullen niet nagelaten hebben al hunne kunstgrepen te beproeven om de opbrengst hunner ondernemingen in zekerheid te brengen en ze aan den fiscus te doen ontsnappen.

Het is echter onmogelijk zich door deze beschouwing te laten tegenhouden. Zij kan slechts dienen om den wetgever aan te sporen, het bestuur beter te wapenen en zich streng te toonen.

Het ware hoogst hatelijk dat de oorlog — bron van lijden en verval — aanleiding zou kunnen geven tot winst en verrijking voor sommigen wien men geen rekening erover zou mogen vragen.

De openbare meening — hier is zij de tolk van de openbare zedelijkheid en eerlijkheid — eischt die gerechtvaardigde voldoening tegen hen die onverschillig bleven aan die prachtige opwelling van samenhoorigheid der Natie, te midden van ontberingen en rouw; die enkel winstbejag bedoelden, die niets kenden dan de koorts van het speculeeren terwijl hunne medeburgers door de koorts der Vaderlandsliefde verteerden en zich opofferden voor onbaatzuchtige werken tot leniging van het lijden.

Sommigen schenen niet te weten dat er oorlog was. Zij hebben zich er niet om bekommerd of de vijand al of niet ons grondgebied bezette, of de machtigheden, dank aan welke zij handel dreven, afhingen van eene Belgische of van eene vreemde wet. Anderen — zij, die de rijkste winsten verwezenlijkten — verwierven deze winsten door handelingen verricht met den vijand, waren dagelijks met hem in betrekking, moesten zich eenigszins aanstellen als zijne vennooten en waren er verre van af, zijne belangen te benadeelen.

Wij hebben hier niet vooraf te oordeelen over de straf welke door de strafwet moet voorzien worden tegen hen die, door hun onmatig winstbejag gedreven, niet aarzelden hand aan hand te gaan met den verdrukker.

Wij moeten er ons bij bepalen, voor dezen te wijzen op den krachtdadigen, eenparigen wil van al degenen die, in het bezette België, het juk van den verdrukker hebben ondergaan; die de dagen van ontbering en ellende bij volk en middenstand hebben gezien en meeleefd; die de onbeschaamde weelde van sommige verrijkten niet konden verdragen. Onze vaderlandsliefde heeft geen vrede met de spitsvondigheden van procedure en allerhande uitvluchten onder voorwendsel van bijzondere gevallen en toestanden; het gerecht moet spoedig en beslissend optreden, zonder vergelijk of schuldige toegevendheid.

Er zijn echter gevallen welke de strafwet niet kan treffen, en het schijnt wel dat de openbare meening zich niet kan vergenoegen met de schandvlekking van hen, die voor de toepassing der strafwet vatbaar zijn. Naast de straffen eischt zij geen maatregelen tot schandvlekking, maar wel economische en sociale herstellingen, die zelfs de beschouwingen van louter fiscaal aard overheerschen.

Eene wet op de oorlogswinsten zou ten gevolge moeten hebben het evenwicht te herstellen, dat verbroken werd in de verdeeling der goederen, door de eenen het onregelmatig verkregene te doen teruggeven ten einde het te verdeelen onder de anderen die verarmd of beroofd werden.

Zoodanig werk kan klaarblijkelijk niet tot stand komen, doch die opvatting billijkt eene wet op de oorlogswinsten als aanvulling van eene wet op de herstelling der oorlogsschade, die tevens ten doel zal hebben, van die winstmakers een gedeelte terug te eischen van de geldmiddelen, welke de oorlogsvergoedingen niet zouden kunnen verschaffen, om de slachtoffers van den oorlog ter hulp te komen.

Een der grondslagen van het sociaal recht bestaat in de saamenhoorigheid van al de leden der Natie tegenover de lasten of de opofferingen, welke het toeval willekeurig verdeelde onder sommigen van hen. De gelijkheid is verbroken, indien de slachtoffers van een bezettings- of overrompelingsleger, die al de gruwelen van den oorlog te dragen hadden, niet mogen vragen aan hen, die gespaard bleven of minder hebben geleden, een evenredig deel te dragen van de stoffelijke schade welke zij hebben geleden.

't Is dat beginsel van de noodige gelijkheid der opofferingen, welk den nieuwen grondslag vormt van het recht op herstel van de oorlogsschade door den Staat en aan het hoofd der wet in Frankrijk de verklaring deed opnemen : « De Republiek roept de gelijkheid en de solidariteit uit van alle Franschen tegenover de oorlogslasten. »

Indien het met de rechtvaardigheid strookt de gezamenlijke schade en verliezen onder al de burgers te verdeelen en te beletten dat een van hen ten onrechte worde verarmd, erger verarmd dan in de mate van zijn aandeel in de maatschappelijke risico's, hoe zou het dan niet hoogst hatelijk voorkomen dat de oorlog — bron van verliezen en van schade — voor enkelen eene gelegenheid mocht zijn om geld te winnen en zich te verrijken!

Hieromtrent doet het er weinig toe dat zij zich verrijkten door voorbedachte woekerdaden, door loensche en ongeoorloofde speculatie of dat zij aanvoeren dat zij de fortuin van zelf tot zich lieten komen; dat zij onbekwaam waren om te weerstaan aan den vloed der koopers die zich hunne waren bij ophod betwistten, — doch wel onder den druk van den honger en van den nood.

De verrichte handelingen moeten niet noodzakelijk als ongeoorloofd beschouwd worden.

De wet dringt zich op in een zedelijk, maatschappelijk en economisch opzicht, om ten bate van de massa eene bijzondere en uitzonderlijke belasting te heffen van de baten en winsten die, uit hoofde van de omstandigheden waarin zij werden bekomen, op zijn allerminst bijzondere, uitzonderlijke en buitengewone baten en winsten mogen genoemd worden.

Het zal eene wet zijn van gelijkheid tegenover de gemeenschappelijke lasten.

Zij zal ten minste ten gevolge hebben, dat de geregeld of niet geregeld

gevestigde handelaars evenals de « onvrijwillige verrijkten » zullen verplicht zijn, een gedeelte van hunne baten te besteden aan het verminderen der openbare lasten, vermits het onmogelijk is de verscheidene soorten van hen, welke de oorlog niet heeft verarmd, aan verschillende regelen te onderwerpen.

De wet zal eene wet zijn van bijdrage, van teruggave, van herstelling.

BEHANDELING VAN DE ARTIKELEN.

Belastbare winsten.

Artikel 2 van het ontwerp vermeldt wie aan de bijzondere heffing zijn onderworpen. Het zijn :

1° Al de patentplichtigen zonder uitzondering. Het besluit van 18 Mei 1916 had in de tabel n° 3, toegevoegd aan de wet van 21 Mei 1849, opgenomen en aan het patentrecht onderworpen : de landbouwers warmoezeniers, bloem- en boomkwekers, druivenkwekers, veefokkers en alle andere landbouwexploitanten. De overgangsfinanciënwet van 28 December 1919 heeft deze patentplichtigheid behouden. Er dient te worden opgemerkt dat dit patentrecht treft alwie eene *bedrijfswinst* trekt uit eene met den landbouw in verband staande onderneming. Staan de bestuursonderrichtingen vrijstelling toe ten bate van hen die, *uitsluitend* voor het onderhoud van hun gezin, velden en tuinen bewerken waarvan de jaarlijksche huurwaarde meer dan 50 frank bedraagt, dan moet de belasting opgelegd worden, wanneer deze onderneming op een gegeven oogenblik in den loop van het jaar ophoudt uitsluitend te zijn, en de heffing dient op de volle huurwaarde gevestigd te worden.

Zijn eveneens aan het patentrecht onderworpen de bijzonderen, die broeikassen bezitten, waaruit zij bloemen, vruchten of groenten *verkoopen*; de eigenaars die geregeld hooi of toemaat uit hunne weiden verkoopen; de eigenaars die geregeld boomen, sleun- of schaarhout uit hunne bosschen verkoopen.

2° Zij, die de heffing op de werkelijke inkomsten en winsten, door de wet van 4 September 1913 ingevoerd, verschuldigd zijn.

De bijzondere heffing treft dus alle verrichtingen, welke aanleiding konden geven tot aanslag krachtens de nader toegelichte bepalingen.

Artikel 2 is van aanwijzenden aard. Het eischt niet dat de bedoelde personen gepatenteerd of aangeslagen werden : het volstaat dat zij het konden zijn bij toepassing dier bepalingen.

Anderzijds kunnen deze patent- en belastingschuldigen enkel aangeslagen

worden in zooverre de verrichtingen onder de toepassing dier bepalingen vallen : de heffing treft niet den persoon, maar wel de zaak.

3^o Het wetsontwerp treft ook, en hier was de zaak kiescher, de met den oorlog geboren « smokkelaars » en winstzoekers, die ontsnappen aan de stipt opgenomen bepalingen van de wet op het patentrecht en van die op de werkelijke inkomsten en winsten.

Het treft alwie onder den oorlog eene of meer zaken heeft gedreven op het gebied van nijverheid, handel, geldwezen, landbouw, omzetting van onroerende goederen, hetzij persoonlijk, hetzij bij zaakgelastigde, hetzij als vennooten of deelnemers. Dit artikel vereischt geenszins dat deze personen voortdurend hebben gehandeld. Het gebruikt niet de benaming « gewoonlijk », die voorkomt in het Wetboek van Koophandel in zake de verklaring der handelaars. Het feit alleen, om 't even welke winstgevende handelingen te hebben bedreven, al ware 't slechts bij gelegenheid, volstaat voor den aanslag.

De wet zoekt niet al de personen op die, onder den oorlog, winsten hebben nagejaagd en deze schier altijd hebben verwezenlijkt ten nadeele der bevolking. Het zijn diegenen die hunne werkzaamheid hebben aangewend om winsten te bekomen, die gekocht of voortgebracht hebben om met winst te verkoopen, die « winstgevende handelingen hebben verricht » in tegenstelling met hen die onrechtstreeks, en zonder eenige bemoeiing van hunnentwege, zekere bestanddeelen van hun vermogen zagen aangroeien, dank zij de omstandigheden door den oorlog in 't leven geroepen — het verhoogen van den wisselkoers, het opjagen van den geldprijs, de moeielijkheid van vervoer en ruiling, enz. In het eerste geval spruiten de winsten voort uit eenen actieven, in het tweede geval uit eenen passieven toestand : de persoon, die zijne aandelen verkoopt of zijne rentebriefjes intrekt, heeft zich niet beziggehouden met financieele ondernemingen.

Het schijnt onmogelijk den kapitalist te treffen, die op zekere titels heeft gewonnen en er misschien andere bezit, waarvan de waarde verminderde; men kan de lijst opmaken van de winstzoekers en de « smokkelaars », doch niet die van de persoonlijke fortuinen van vóór en na den oorlog.

't Zjn trouwens niet de winsten, die werden verwezenlijkt zonder eenige tussenkomst van den bezitter, welke het volk ergeren en wraak roepen. Heeft de oorlog, bij uitzondering, aan eenige zeldzame personen vermeerdering van fortuin aangebracht zonder de minste tussenkomst van hunnentwege, werd deze vermeerdering van rijkdom niet opgewogen door het geleden verlies, dan zal ongetwijfeld de fiscus later eene zwaardere belasting van hen vergen bij wijze van heffing op hunne inkomsten of erfenissen.

De voorgaande beschouwingen schijnen de winst, opgebracht bij den verkoop van gronden of bosschen onverlet te willen laten : deze zou moeten aangeschreven worden voor de bijzondere heffingen op de waardevermeerdering.

Doch waarom deze inning uitstellen, vooral wanneer men, om dezen

aanslag te billijken, wijzen kan op den buitensporigen en onredelijken prijs, bij deze verkoopen behaald, en op het feit dat deze grootelijks te wijten was aan de winsten, door de landbouwers verwezenlijkt en die aldus in vele gevallen in de handen der grondbezitters terecht kwamen.

Anderzijds heeft het verkoopen van bosschen, den woudrijkdom van het land verminderd en het is maar redelijk dat de verkoopers, die winsten deden, belast worden voor de herstelling van ons vermogen.

Het feit dat de wet enkel de verkoopen treft, gedaan vóór 31 December 1918, brengt overigens de verplichting niet mede om af te zien van het recht, eene gelijksoortige taxe te heffen door nieuwe algemeene en bestendige beschikkingen, indien de waardevermeerdering der onroerende goederen in de toekomst blijft bestaan.

*
* *

Het ontwerp onderwerpt enkel aan belasting de schatplichtigen die de opgesomde handelingen hebben verricht, en voor die handelingen alleen. Het treft enkel de personen die, voor heel het oorlogstijdvak, meer dan 20,000 frank winsten hebben gemaakt, 't zij ongeveer 5,000 frank 's jaars. Deze alleen zijn tot aangifte verplicht. Zoo zal de fiscus niet overstelpt worden met aangiften van belastingschuldigen wier aanslag niet gewettigd zou wezen: eene bijwinst van 5,000 frank 's jaars is hoegenaamd niet overdreven of buitengewoon.

De wet treft ze enkel voor het deel der winsten, dat kan beschouwd worden als zijnde aan den oorlogstoestand te danken, voor wat op buitengewone wijze de gewone winst overtreft, die door den lastendrager vóór den oorlog verwezenlijkt werd.

Artikel 3 duidt de wijze aan waarop de winsten van het tot grondslag genomen tijdvak worden berekend.

De wet steunt op het beginsel der gecontroleerde aangiften: aangifte der winsten gedurende het tijdvak dat aan den oorlog voorafging, aangifte der winsten gedurende het oorlogstijdvak en op de vergelijking tusschen de twee tijdvakken.

Geene moeilijkheid kan oprijzen voor de eerste aangifte, tenzij ingeval de aangeslagene geen handelaar of nijveraer was gedurende dit tijdvak en van 1 Juli 1914 tot 30 December 1918 eene of meer der handelingen verrichtte, bedoeld bij artikel 2, 1°, 2° et 3° (verkoop van bosschen en onroerende goederen niet inbegrepen).

Deze vroegere winst kan, wanneer het eenen regelmatigen handel of nijverheid betreft, vastgesteld worden bij vergelijking met andere belastingschuldigen, die vóór den oorlog zulke handelingen verrichtten en eene regelmatige comptabiliteit bezitten. Zij kan geschieden volgens werkelijke grondslagen, zooals het zakencijfer, het ingeest kapitaal (zie art. 7).

De belastingschuldige zal er belang bij hebben, al de mogelijke gegevens tot vaststelling zijner winst te verstrekken; geeft hij die niet, dan zal de fiscus die winst aanzien als gelijkstaande met nul of ze op een zeer laag cijfer vaststellen.

Levert de patentschuldige dit bewijs niet, dan nam het wetsontwerp aan, dat het belegde kapitaal, vóór den oorlog, eene jaarlijksche winst moest opgebracht hebben van 6 t. h. en dat de alsdan verwezenlijkte winsten ten minste 10,000 frank bedroegen voor het tot grondslag genomen tijdvak.

Dit wettelijk vermoeden van artikel 3, § 5, zou gegrond zijn op het feit dat zelfs de nijverheidsbedrijven, die verliezen ondergingen of op het punt waren failliet te gaan, niettemin dienden te worden beschouwd als moeiende op regelmatige wijze 6 t. h. van het ingevest kapitaal trekken.

Deze beschikking scheen onaanneembaar. Zij zou van aard zijn om de vennootschappen te bevoordeelen, welker kapitaal overdreven is, en die enkel hunne levenskracht aan den oorlog te danken hebben : welnu het ware onmogelijk eene duidelijker afgeteekende oorlogswinst te vinden dan deze eener nijverheid die door den oorlog werd gered. Geene enkele meer dan zij is aangewezen om een merkelyk aandeel van hare niet verwachte winsten, van hare opbeuring aan de Schatkist te zien toekennen.

Anderzijds, kan men onmogelijk, als algemeen en regel, aannemen dat alle kapitaal, in België in eene onderneming belegd, vóór 1914 eene zuivere winst van ten minste 6 t. h. moest opbrengen. Dit feit wordt bestreden door de statistieken en daarbij zou een dergelyk vermoeden niet kunnen worden aangenomen in strijd met tegenovergestelde opgaven van balans en of met het bewijs door den fiscus te leveren. Men mag dus enkel tot dergelyk vermoeden besluiten in bijzondere en alleenstaande gevallen, onder voorbehoud, en slechts met deze beteekenis mag het 't voorwerp worden van eene beschikking, in te lussen in artikel 7.

*
* *

De artikelen 4 en volgende omvatten eene reeks van voorschriften, die ten doel hebben den belastingschuldige te beletten zijne winst door slinksche middelen te verminderen, namelijk met aanwending van list en bij het boekhouden.

Het is logisch dat de nijveraard of de handelaar niet belast worde voor het deel van zijn inkomen dat vreemd is aan zijn handels- of nijverheidsbedrijf. Deze regel mag niet toegepast worden op de handelsvennootschappen. Inderdaad, hunne winsten zijn uit hunnen aard wezenlijke handelswinsten, en men mag, over 't algemeen gesproken, geen onderscheid toelaten. Nochtans zal artikel 16 van de wet door deze vennootschappen kunnen ingeroepen worden en het zal toelaten de toepassing van de beschikking, in zooverre zij mocht overdreven blijven, te verzachten.

Het moge vennootschappen of particulieren betreffen, voor de berekening der winsten dient men terug te komen tot de regels en de rechtspraak, vóór de wet van 1 September 1913 gevolgd, vermits het eene bijzondere en eenige tax is. De fiscus mag geen rekening houden met een voorbehouden deel der winsten, dat hem stof tot aanslag leveren moet daar waar de belasting bestendig wordt.

Het vaststellen van de ware en werkelijke winst moet het hoofddoel zijn. Daar de wet op een ander beginsel steunt, dat vooral afwijkt van dit der wet van 1 September 1913, dient de fiscus te worden gemachtigd tot herziening der ramingen die voldoende mochten worden geacht voor de toepassing dezer wet en die reeds zouden aangenomen zijn in door hem aanvaarde balansen.

Artikel 9 verleent hem dit recht.

Daarenboven dient aangemerkt te worden dat het bestuur reeds de gelegenheid heeft gehad, in eene reeks van onderrichtingen de beginselen, door artikel 4 gehuldigd, voor te schrijven : zoo heeft het bepaald dat de bedrijfskosten gewoonlijk omvatten :

1° Kosten van aankoop van de verkochte waren of van grondstoffen die werden benuttigd tot vervaardiging dezer waren, naar gelang de patentplichtige handelaar of fabrikant is ;

2° Interesten der aan derden ontleende en in het bedrijf gestoken kapitalen ;

3° Huur der vaste goederen of deelen van vaste goederen, voor de onderneming gebruikt, met uitsluiting van de vertrekken die den patentplichtige tot woning dienen (zoo deze eigenaar van die vaste goederen is, moet hunne vermoedelijke huurwaarde beschouwd worden als beroepsuitgave, want de betrokkene is uit hoofde van dat inkomen aan de grondbelasting onderworpen) ;

4° Wedden, loonen, extra-toelagen, belooningen en alle hoegenaamde vergeldingen betaald aan bedienden, werklieden en hulpagenten, er, bij voorkomend geval, aan toevoegend de waarde van de huisvesting en van de voeding die hun als bijkomende vergoeding verstrekt worden ;

5° Algemeene kosten, met inbegrip van het patentrecht en de nijverheids- en handelstaxes (de grondbelastingen moeten slechts als algemeene kosten beschouwd worden, wanneer zij den huurder treffen ; de bedrijfsvoerende eigenaar mag ze dus niet in rekening brengen, evenmin als de onderhouds-, verzekerings- en delgingskosten van die vaste goederen, daar die lasten voor het schatten van het kadastraal inkomen afgetrokken worden, volgens de artikelen 82 en 87 der wet van 3 Frimaire, jaar VII) ;

6° Kosten tot onderhoud en delging van het materieel en van de meubelen, die voor het bedrijf dienstig zijn ;

7° Verzekeringskosten tegen allerlei risico's (brand van waren en meubels, arbeidsongevallen, brand van oogsten, hagel, sterfte onder het vee, enz.).

Als « uitgaven welke een persoonlijken aard hebben en die niet van de belastbare winsten mogen afgetrokken worden », moeten aangezien worden de uitgaven in verband met het onderhoud van den patentplichtige en van zijn gezin, inzonderheid de kosten van onderwijs en opvoeding der kinderen, de grondbelastingen en personeele belastingen van den belanghebbende en, over 't algemeen, alle hoegenaamde uitgaven,

die niet door het eigenlijk bedrijf veroorzaakt zijn. Dus zou een landbouwer, die een deel van zijn graan of van andere voortbrengselen zijner teelten verbruikt, dit verbruik onder zijne winsten moeten rekenen.

Evenzoo mag het loon voor den arbeid van den belastingplichtige niet bij de algemeene kosten in rekening worden gebracht, evenmin als een interest op een kapitaal, dat hij in zijn zaken gestoken heeft : dit kapitaal, deze arbeid is een der bestanddeelen die door de voortgebrachte winsten vergolden worden.

Wat betreft de vennootschappen op aandelen, bevestigt de wet niet enkel het karakter van winsten toegekend aan de bestanddeelen vallende onder toepassing der heffing op het inkomen en de werkelijke winsten, aan de reserves en voorzorgsfondsen, maar zij streeft er naar, de bedrieglijke handelingen en het verbergen van winsten te vermijden, wat had kunnen gebeuren door het spel der aflossingen vóór de balans, der overdrēven aflossingen, der voorzorgsfondsen die niet overeenkomen met de werkelijk bestaande geheime reserves.

Elke waardevermindering, elke aflossing moet aan de werkelijkheid beantwoorden en een oorzaak hebben, die gedurende den oorlogstijd ontstaan is.

Men kan de aflossing van waarden niet aannemen, die voor een overdreven bedrag in de vorige balansen voorkomen.

*
* *

Door artikel 11 wordt voorgesteld de winsten, in den vreemde behaald, belastbaar te stellen in gelijken graad als die, welke in België gemaakt zijn. Dat is enkel de toepassing van het beginsel aangenomen voor de heffing op de winsten der naamlooze vennootschappen die haren zetel in den vreemde hebben. Maar tot het opleggen van die heffing wordt verondersteld dat de vennootschap eenen zetel in België heeft, waar de handeling geschiedt, die grond geeft tot de heffing en waarvan de verwerkelijking in den vreemde maar de uitkomst is. De handeling wordt gedeeltelijk op ons grondgebied verricht.

Maar gansch anders staat de zaak, wanneer de verrichting met hare gevolgen heelemaal in den vreemde wordt voltrokken. Het principie van de territorialiteit der belasting verzet er zich tegen dat zij getroffen wordt : de Staat treedt geenszins op tot bescherming van hem die ze opvat of uitvoert. Men kan geene verrichting belasten wegens de nationaliteit van hem die ze doet of wegens zijn vroegere of toekomstige verblijfplaats. Hen te belasten die in den vreemde handels- of nijverheidsverrichtingen deden — en die misschien zoo aan onze legers en aan onze uitgeweken landgenooten merkelijke diensten bewezen hebben — zou een onpolitieke en onrechtvaardige daad zijn en daarbij een niet uit te voeren taak : die verrichtingen werden meestal reeds voor een vaak hoog bedrag belast ; zij zouden het

ten tweeden male zijn. Hoe zou men overigens de opgaven nagaan, welke omtrent die verrichtingen zouden gedaan worden? Hoe zou men er den omvang van kunnen vaststellen? Behoort het bovendien wel door bedreiging met heffingen den terugkeer tegen te houden van hen die in onsland verbleven.

Uwe Commissie acht dus dat het noodig is de alinea 2 van artikel 11 in te trekken.

Het is anderzijds wettig, van de heffing zelf af te trekken de sommen die in den vreemde reeds geïnd werden wegens verrichtingen uit België verhandeld of in een bijhuis van een Belgische vennootschap; en, uit kracht van beweegredenen gelijk die welke dit ontwerp beheerschen, het bedrag van de heffing te verminderen voor de winsten behaald in het buitenland (art. 12, laatste alinea). Men heeft zich afgevraagd of het niet noodig is denzelfden maatregel toe te passen op de heffingen, die in de eene of andere gemeente op de oorlogswinsten zouden gelegd zijn. De Commissie heeft het niet noodig geacht, de bepaling van artikel 13 uit te breiden. Die heffingen zullen onder de algemeene kosten geboekt worden in mindering van de bruto-winsten, evenals de grondbelastingen, de personeele belastingen, enz.

Aangifte en aanslag.

Het volstond niet het beginsel van de heffing op de oorlogswinsten in de wet te schrijven : het is noodig de volle inning ervan te verzekeren en den fiscus alle beschikbare middelen aan de hand te doen om bedrog en verduiking te bestrijden.

Beter ware het in het geheel geen wet te maken dan een façade-wet, dit is een wet die toch niet nageleefd wordt. De openbare meening eischt daden en wil uitslagen zien.

Wij mogen dus geen belang hechten aan de kritiek van hen die eene of andere voorgestelde bepaling « inquisitoriaal » of « kwellend » zouden vinden. Feitelijk toch zou het verwijt ongegrond zijn en daarbij moet men inzien dat het hier een uitzonderingswet, een gelegenheidswet geldt en dat men hier geen voorbeeld wil invoeren noch fiscale proefnemingen doen.

De wet vereischt een opgave van den schatplichtige binnen twee maanden na de afkondiging. Die opgave moet de schatplichtige uit eigen beweging doen; dus wordt verondersteld dat allen, die gedurende den oorlogstijd winstgevende verrichtingen gedaan, een handel gedreven, een beroep, een ambacht of bestuursambten uitgeoefend hebben, een gewetensonderzoek zullen doen. Zoo het totaal bedrag der gezamenlijke winsten over die jaren meer dan 20,000 frank beloopt, moet de belanghebbende een opgave doen. Anders niet.

Maar het kan gebeuren dat de schatplichtige door zorgeloosheid, verzuim of op bedrieglijke wijze denkt aan de wet te kunnen ontsnappen en nalaat te opgave te doen.

De fiscus kan hem verzoeken de aangifte te doen. Gewoonlijk zal de

opgegeven winst onder 20,000 frank blijven. Evenwel, zal de fiscus de juistheid er van nagaan.

Met het oog daarop, moet de aangifte der winsten vergezeld zijn van bewijsstukken en balansen. In geval van een niets opleverende opgave, mag de fiscus ook alle noodige inlichtingen tot opheldering eischen (art. 17 en 18).

Zoo de schatplichtige willens en wetens in gebreke blijft of bedrieglijke opgaven doet, wordt hij van ambtswege in de belasting aangeslagen en hij betaalt een dubbele heffing; het is een verzwaring van de heffing en niet een boete, waarvan de Koning den belastingschuldige zou kunnen ontheffen, die zich niet aan de wet gedragen heeft.

Stellig was het voordeelig, uit de van kracht zijnde wetgeving al de regels en voorschriften te behouden, die tegenwoordig in zake patent van toepassing zijn : artikel 34 huldigt de toepassing van dezen regel.

Talrijke klachten werden tegen de patentzetters geuit. De wet heeft een nieuwe inrichting ingevoerd bij elk contrôle der belastingen : deze laatste benaming omvat een zeker getal gemeenten, waarvan de belastingen door een controleur bestuurd en gecontroleerd worden. De Contrôle-Commissie is bekleed met een ruimer macht dan die der patentzetters : niet alleen mag zij den belastingschuldige alle noodige inlichtingen vragen, maar zij mag zelfs getuigen oproepen en onderhooren. Gezien den bijzonderen aard van sommige verrichtingen onder den oorlog, zullen velen, die onder toepassing van de heffingen moeten vallen, beweren dat zij die verrichtingen niet gedaan hebben, terwijl het van algemeene bekendheid is hoeveel winsten zij behaald hebben. Ofwel zullen zij een te gering bedrag voor de winsten aangeven. In zulk geval kan het bestuur slechts tot een uitslag komen door het oproepen van getuigen, bedienden, klanten, leveranciers en andere personen, met welke de schatplichtige in betrekking was, en door hen te verplichten getuigenis af te leggen over al de handelingen en feiten, waarvan de vaststelling verband houdt met de toepassing der wet.

Het tegenbewijs mag natuurlijk door den betrokken belastingschuldige ingebracht worden en het onderzoek moet in het bijzijn der belanghebbenden geschieden.

Het bewijs kan ook voortspruiten uit vermoedens die in de wet opgesomd worden. Het betreft feiten, waaruit blijkt dat de belastingschuldige over kapitalen beschikte, waarvan men den oorsprong enkel vinden kan in oorlogswinsten. Er bestaat een groot verschil tusschen den toestand van een notaris of van een wisselagent die wegens de betrekkingen, die hij met zijn cliënten moet hebben, in 't bezit is van gedeponeerde of ingewisselde sommen, en den toestand van iemand die vóór den oorlog maar een kleinen handel had of van een landbouwer, die even groote verrichtingen ondernomen heeft. Het feit vestigt een vermoeden dat wel niet wettelijk, maar toch menschelijk is en in verband met al de andere omstandigheden van de zaak onderzocht moet worden.

Wanneer het onderzoek ten einde is, wordt de beslissing van de Commissie nog niet verplichtend : de belastingschuldige, zoowel als de controleur behouden het recht bij den algemeenen bestuurder bezwaren in te dienen. De belastingschuldige mag bij het Hof van beroep in beroep komen.

De wet heeft ook de strekking, door maatregelen tot behoud de belangen van den fiscus te vrijwaren bij het innen van de verschuldigde sommen.

Die bepalingen dringen zich op, want de aard zelf van sommige gedane verrichtingen en de wijze waarop zij gebeurden zijn zoodanig, dat het bewezen is dat bij tal van schatplichtigen het winstbejag sterker is dan de gehechtheid aan den geboortegrond. Het bestuur zal die maatregelen tot behoud in de ruimste mate moeten toepassen. Door de noodige en onmiddellijke mededeelingen aan de bewaarders der hypotheeken zal het bestuur de uitwerking van geheime hypotheeken, voortspruitend uit artikel 27, te verzekeren hebben, zonder dat er gevaar voor de verkrijgers kan uit ontstaan.

*
* * *

De wet zal kracht hebben tot na 1919; zij voorziet een termijn van vijf jaren, waarin, opzoekingen mogen plaats hebben en vervolgingen mogen ingesteld worden; tal van winsten, die men thans verduiken kan, zullen later voor den dag komen. De « nieuwe rijken » zullen er niet kunnen toe besluiten zoo lang te wachten alvorens het genot van hun fortuin te hebben. Het is van belang een betrekkelijk langen termijn te bepalen, gedurende welken die winsten niet aan den fiscus kunnen ontsnappen.

Met eenparige stemmen heeft uwe Commissie het u onderworpen ontwerp aangenomen, eer de enkele amendementen op voorstellend, waarvan de redenen uiteengezet worden in het verslag dat wij de eer hebben u aan te bieden.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
P. POULLET.

AMENDEMENTS PROPOSÉS

PAR

LA COMMISSION ⁽¹⁾.

Intitulé :

PROJET DE LOI ÉTABLISSANT UNE
TAXE SPÉCIALE ET EXTRAORDI-
NAIRE SUR LES BÉNÉFICES DE
GUERRE.

ARTICLE PREMIER.

Il est établi, à charge des personnes désignées ci-après, une *taxe spéciale* et extraordinaire sur les bénéfices de guerre, tels qu'ils sont définis par la présente loi.

ART. 2.

Pour autant que leurs bénéfices de guerre dépassent 20,000 francs, sont assujettis à la *taxe spéciale* :

1° Les patentables en général, y compris les divers exploitants agricoles;

2° Les redevables de la taxe sur les revenus et profits réels;

3° Toutes autres personnes, physiques ou morales, qui se sont livrées, au cours de la *période de guerre*, soit personnellement ou par mandataire, soit à titre d'associés ou de participants, à une ou plusieurs opérations lucratives quelconques;

4° Ceux qui ont réalisé des *immeubles* ou des *bois* pendant la même période.

(1) Les modifications proposées sont imprimées en *italique*.

AMENDEMENTEN

DOOR

DE COMMISSIE VOORGESTELD ⁽¹⁾.

Titel :

ONTWERP VAN WET TOT INVOERING
VAN EENE BIJZONDERE EN BUITEN-
GEWONE TAXE OP DE OORLOGS-
WINSTEN.

EERSTE ARTIKEL.

Ten laste van de hierna aangewezen personen wordt ingevoerd eene bijzondere en buitengewone *taxe* op de oorlogswinsten, zooals zij bij deze wet worden omschreven.

ART. 2.

Voor zoover hunne oorlogswinsten 20,000 frank overschrijden, worden aan de bijzondere *taxe* onderworpen :

1° De patentplichtigen in 't algemeen, met inbegrip van de verschillende landbouwexploitanten;

2° Zij, die de *taxe* op de werkelijke inkomsten en winsten verschuldigd zijn;

3° Alle andere personen, natuurlijke of zedelijke, die gedurende *het oorlogstijdvak*, hetzij persoonlijk of door zaakgelastigde, hetzij als vennoten of als deelhebbers, eene of meer winstgevende handelingen hebben verricht.

4° Zij, die gedurende *hetzelfde tijdvak* onroerende goederen of bosschen hebben verkocht.

(1) De voorgestelde wijzigingen zijn *cursief* gedrukt.

Sont exemptées de l'impôt spécial, les sociétés constituées, à l'intervention des pouvoirs publics, dans un but d'utilité générale.

ART. 3.

§ 5. — Supprimer ce paragraphe.

ART. 7.

§ 1^{er}. — A défaut de documents probants, les bénéfices de guerre et les bénéfices antérieurs sont déterminés, pour chaque assujetti, eu égard aux bénéfices normaux de redevables similaires et en tenant compte, éventuellement, du capital investi, ainsi que des autres renseignements recueillis et des présomptions établies par les agents de la cotisation.

En l'absence d'autres éléments et sous réserve de preuve contraire, les bénéfices antérieurs seront fixés à 6 % du capital réellement investi.

§ 2. — Pour les exploitants agricoles, les bénéfices antérieurs à la période de guerre sont, à défaut de comptabilité régulière, fixés par année au montant de la valeur locative, réelle ou présumée, des immeubles exploités.

ART. 11.

Sont imposables les bénéfices réalisés tant en Belgique qu'à l'étranger ou dans la Colonie.

Supprimer le second paragraphe.

ART. 16.

Une remise de l'impôt à due concurrence sera accordée par le directeur des

Worden van de bijzondere belasting vrijgesteld de vennootschappen die, ten algemeenen nutte, door bemiddeling van de openbare overheid zijn opgericht.

ART. 3.

§ 5. — Dat lid te doen wegvallen.

ART. 7.

§ 1. — Bij ontstentenis van bewijskrachtige bescheiden, worden de oorlogswinsten en de vroegere winsten voor elken schatplichtige bepaald met inachtneming van de gewone winsten van soortgelijke belastingschuldigen en, bij voorkomend geval, gelet op het ingeveste kapitaal alsmede op de andere ingewonnen inlichtingen en op de vermoedens door de agenten van den aanslag vastgesteld.

Bij ontstentenis van andere gegevens en onder voorbehoud van tegenbewijs, worden de vroegere winsten bepaald op 6 t. h. van het werkelijk ingeveste kapitaal.

§ 2. — Voor de landbouwexploitanten worden de winsten van vóór het oorlogstijdvak, bij ontstentenis van regelmatige boekhouding, per jaar vastgesteld op het bedrag van de werkelijke of vermoedelijke huurwaarde der geëxploiteerde onroerende goederen.

ART. 11.

De winsten behaald zoowel in België als in het buitenland of in de Kolonie zijn belastbaar.

Het tweede lid te doen wegvallen.

ART. 16.

Kwijtschelding van de belasting tot op de behoorlijke som wordt door den

contributions aux assujettis qui établi-	bestuurder der belastingen verleend aan
ront, par leurs livres <i>ou tous autres</i>	de schatplichtigen die door middel
<i>modes de preuve, que tout ou partie</i>	van hunne boeken <i>of door alle andere</i>
de leurs bénéfices sont sans relation	<i>bewijsmiddelen</i> bewijzen, dat <i>al</i> hunne
directe ou indirecte avec la guerre, <i>ou</i>	winsten <i>of een deel daarvan</i> recht-
ont été réalisés sans augmentation des	streeks noch onrechtstreeks verband
prix ou tarifs de la période antérieure.	houden met den oorlog <i>of</i> behaald
	werden zonder vermeerdering der prij-
	zen <i>of</i> tarieven van het vorig tijdvak.

